

Commissions

« Police et Renseignements »

RÉUNION COMMUNE DU COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE (CHAMBRE) ET DU COMMISSION CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS ET DE SÉCURITÉ (SÉNAT)

Présidents : M. François-Xavier de Donnea et M. Armand De Decker (S)

➤ **VENDREDI 19 MARS 2010**

1. Rapport d'activités et Rapport d'observatoire 2008 du Comité P - Examen des rapports, formulation de recommandations et éventuellement votes.

- Rapporteurs : Mme Christiane Vienne (Sénat) et M. Stefaan Van Hecke.
- Les membres du Comité P ont exposé les lignes de force du rapport annuel 2008 et les membres ont posé des questions.

2. Examen d'un rapport de synthèse déposé par le Comité P.

- Le président du Comité P a fait un exposé sur l'enquête menée par le Comité P.
- Des questions ont été posées et les membres du Comité P y ont répondu.

Groupe de travail "Fraude fiscale"

GROUPE DE TRAVAIL "FRAUDE FISCALE"

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **VENDREDI 19 MARS 2010**

Echange de vues avec le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur la problématique du secret bancaire.

(En présence du secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances).

- Après un débat de procédure, le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles et le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances ont répondu aux questions posées par Mme Arena et de MM. Brotcorne, de Donnea, De Potter, Gilkinet, Mathot, Terwingen, Van Biesen et Van der Maelen.



Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Président : M. David Lavaux

➤ **LUNDI 22 MARS 2010**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

➤ **MARDI 23 MARS 2010**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

➤ **JEUDI 25 MARS 2010**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

➤ **VENDREDI 26 MARS 2010**

Examen individuel des demandes de naturalisation.

Groupe de travail “Propositions résolution”

GRUPE DE TRAVAIL DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES CONCERNANT DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **LUNDI 22 MARS 2010**

Proposition de résolution (Karine Lalieux, Juliette Boulet, Ingrid Claes, Jean Cornil, Georges Dallemagne, Roel Deseyn, Wouter De Vriendt, Patrick Moriau, Dirk Van der Maelen, Stefaan Vercamer) relative à la situation en Colombie, n° 1701/1.

- Le groupe de travail a entamé la rédaction d'un texte commun, remplaçant l'ensemble du texte.

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

Proposition de résolution (Karine Lalieux, Juliette Boulet, Ingrid Claes, Jean Cornil, Georges Dallemagne, Roel Deseyn, Wouter De Vriendt, Patrick Moriau, Dirk Van der Maelen, Stefaan Vercamer) relative à la situation en Colombie, n° 1701/1.
(Continuation).

- Le groupe de travail a entamé la rédaction d'un texte commun, remplaçant l'ensemble du texte.

Prochaine réunion : mardi 20 avril 2010.



Groupe de travail “Responsabilité de l’Etat”

GROUPE DE TRAVAIL “RESPONSABILITÉ DE L’ÉTAT POUR LES ACTES DU LÉGISLATEUR”

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ LUNDI 22 MARS 2010

Audition de :

- Prof. Hendrik Vuye (FUNDP);
 - Prof. Sébastien Van Drooghenbroeck (FUSL).
- (Rapporteur : M. Stefaan Van Hecke).

- Exposé introductif par les professeurs Vuye et Van Drooghenbroeck.
- Les professeurs ont répondu aux questions posées par M. Giet, Mme Nyssens et MM. Terwingen, Van Hecke et de Donnea.

Prochaine réunion : lundi 19 avril 2010.

Economie

COMMISSION DE L’ECONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L’EDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L’AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

➤ LUNDI 22 MARS 2010

Echange de vues avec le ministre pour l’Entreprise et la Simplification et le Commissaire général sur l’exposition universelle à Shanghai.

Questions jointes :

- Question de Mme Corinne De Permentier au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “l’inactivité du commissaire adjoint pour l’exposition universelle de Shanghai” (n° 20483).
- Question de Mme Muriel Gerkens au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “l’état de la situation en ce qui concerne le commissaire adjoint à l’exposition universelle de Shanghai”(n° 20746).

- Le ministre pour l’Entreprise et la Simplification a répondu.
- Le Commissaire général pour l’exposition universelle à Shanghai et le ministre pour l’Entreprise et la Simplification ont répondu aux questions posées par MM. Flahaut et Laeremans.

➤ MARDI 23 MARS 2010

1. Interpellation (*) et questions jointes :

- Interpellation de Mme Muriel Gerkens au ministre du Climat et de l’Energie sur “la discrimination des consommateurs belges en matière de prix du livre” (n° 416).
- Question de Mme Valérie Déom au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “la table” (n° 20822).



- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.
- Une motion de recommandation a été introduite par Mme Gerkens.
- Une motion pure et simple a été introduite par Mme Van der Auwera.

2. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le rapport sur l'évolution des délais de paiement moyens" (n° 19848).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la manipulation des prix du gaz" (n° 20009).
- Question de M. Renaat Landuyt au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la manipulation des prix du gaz" (n° 20107).
- Question de M. Joseph George au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la décision du Conseil de la concurrence de ne pas ouvrir une enquête sur le fonctionnement du marché du gaz" (n° 20173).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "une nouvelle dynamique sur le marché des opérateurs de télécommunications" (n° 20258).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Question de Mme Katrin Jadin au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les arnaques aux annuaires internet" (n° 20270).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la déclaration de groupe dans le cadre de la diffusion de musique sur le lieu de travail" (n° 20410).
- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la nécessité d'une application plus équitable de l'accord sur la diffusion de musique sur le lieu de travail" (n° 20460).
- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la définition de 'cercle privé' en cas de diffusion de musique sur le lieu de travail" (n° 20467).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

7. Question de Mme Ilse Uyttersprot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'économie illégale dans la région bruxelloise" (n° 20411).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.



8. Question de M. Joseph George au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les normes IFRS pour PME" (n° 20448).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

9. Question de M. Joseph George au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la publication des comptes annuels" (n° 20450).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

10. Question de M. Joseph George au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'enquête structurelle des entreprises" (n° 20451).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

11. Question de Mme Cathy Plasman au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la limite de téléchargement" (n° 20525).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

12. Question de Mme Dalila Douifi au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le premier rapport annuel de l'observatoire des prix" (n° 20578).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

13. Question de Mme Katrin Jadin au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la fermeture de l'agence SABAM à Waimes" (n° 20678).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

14. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la redevance à payer à la SABAM par les organisateurs de quiz" (n° 20806).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

15. Question de Mme Valérie Déom au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'accord commercial international anticontrefaçon (ACTA)" (n° 20761).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Georges Gilkinet au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'installation d'un dépôt d'explosifs sur le site de l'ancien dépôt militaire de Sugny" (n° 20814).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

1. Ordre des travaux (e.a. auditions de représentants de la DG ENERGIE (Commission européenne) sur les marchés libéralisés de l'énergie).

- L'ordre des travaux a été décidé.



2. Projet de loi et propositions de loi joints :

- Projet de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, n° 2468/1.
 - Proposition de loi (Katrien Partyka, Mia De Schamphelaere, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercamer, Joseph George) modifiant la législation sur le crédit à la consommation et le crédit hypothécaire en ce qui concerne la publicité, n° 793/1 à 3.
 - Proposition de loi (François-Xavier de Donnea, Kattrin Jadin, David Clarinval, Olivier Hamal) modifiant l'article 85 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, n° 328/1.
 - Proposition de loi (Meyrem Almaci, Muriel Gerkens, Wouter De Vriendt, Zoé Genot) modifiant la législation relative aux crédits à la consommation, n° 1538/1.
 - Proposition de loi (Hans Bonte) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en ce qui concerne le crédit permanent, n° 582/1.
 - Proposition de loi (Hans Bonte) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation pour ce qui concerne la publicité personnalisée pour le crédit, n° 2146/1.
 - Proposition de loi (Hans Bonte, Cathy Plasman) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en ce qui concerne les prêteurs et les intermédiaires de crédit autres que les établissements de crédit, n° 2403/1.
 - Proposition de loi (Karine Lalieux, Colette Burgeon, Alain Mathot) modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, portant diverses mesures visant à lutter contre le "crédit facile", n° 1801/1.
 - Proposition de loi (Colette Burgeon, Karine Lalieux, Alain Mathot) visant à fixer un délai de zérotage pour les ouvertures de crédit, n° 1779/1.
 - Proposition de loi (Alain Mathot, Colette Burgeon, Karine Lalieux) rétablissant l'article 61 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation et concernant les taux annuels effectifs globaux, n° 1940/1.
 - Proposition de loi (André Frédéric, Karine Lalieux, Yvan Mayeur, Colette Burgeon) modifiant la loi du 10 août 2001 relative à la Centrale des Crédits aux Particuliers afin de mesurer l'endettement réel des consommateurs, n° 1847/1.
 - Proposition de loi (Linda Musin, Karine Lalieux, Colette Burgeon) complétant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation en vue de renforcer le contrôle des prêteurs et des intermédiaires de crédit, n° 860/1.
 - Proposition de résolution (Brigitte Wiaux, David Lavaux, Marie-Martine Schyns, Isabelle Tasiaux-De Neys,) visant à instaurer un formulaire standardisé pour les demandes de crédit afin de lutter contre le risque de défaillance des emprunteurs, n° 1986/1 à 4.
 - Proposition de loi (Josy Arens) visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement, n° 1726/1.
- (Continuation). (Rapporteur : Mme Katrien Partyka).

- Les différentes propositions de loi jointes ont été présentées par MM. de Donnea, Bonte, Blanchart, Jadot et Arens et par Mmes Partyka et Wiaux.
- La commission a décidé de solliciter l'avis écrit de représentants du secteur.

Prochaine réunion : mardi 30 mars 2010.



Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 23 MARS 2010**

1. Proposition de résolution (Camille Dieu, Marie Arena, Philippe Blanchart, Guy Milcamps) visant à inscrire la question du salaire minimum européen à l'agenda de la présidence belge de l'Union européenne en 2010, n° 2199/1. (Continuation et votes). (Rapporteur : Mme Maggie De Block).

- La discussion a été poursuivie concernant la formulation de certains points du texte.
- Le texte tel que modifié a ensuite été approuvé à l'unanimité.

2. Proposition de loi (Hans Bonte, Meryame Kitir) modifiant la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi, en vue d'instaurer l'obligation de répondre aux postulants, n° 339/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Hilâl Yalçin).

- La discussion générale a eu lieu.
- Ont pris la parole : MM. Vercamer, Bonte, Gilkinet et Mayeur et Mmes Dieu, De Block, Lecomte et Tasiaux.
- Le représentant de la ministre a également transmis l'avis de celle-ci.
- Les membres de la commission ont décidé de demander l'avis des partenaires sociaux sur le texte et en particulier sur la possibilité d'introduire une obligation pour les employeurs de répondre aux offres d'emploi publiées.

3. Proposition de loi (Luc Goutry, Sonja Becq, Stefaan Vercamer, Nathalie Muylle, Sarah Smeyers, Ingrid Claes, Hilâl Yalçin) modifiant, en ce qui concerne l'extension du congé, l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade, n° 938/1.

- Rapporteur : Mme Meryame Kitir.
- M. Koen Bultinck a demandé à ce qu'on joigne la proposition modifiant la réglementation relative au droit au congé parental, au congé pour soins palliatifs et au congé d'assistance (DOC 52 441/001) à la proposition n° 938.
- Les auteurs ont exposé leurs propositions.
- La discussion générale a été entamée. Y ont pris part : MM. Bonte, Gilkinet, Goutry, Bultinck et Mayeur et Mmes De Block, Dieu et Lecomte. Le représentant de la ministre a également transmis l'avis de celle-ci.

4. Activation du comportement de recherche d'emploi des chômeurs.

- Audition des représentants de la FGTB, du CSC et du CGSLB;
- Echange de vues.



5. Activation du comportement de recherche d'emploi des chômeurs.
- Exposé de la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur les décisions du conseil des ministres au cours du conclave budgétaire.
 - Echange de vues.
- Les organisations syndicales et la ministre ont fait un exposé.
- Un échange de vues a eu lieu.

Prochaine réunion : mardi 30 mars 2010.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Sonja Becq

➤ **MARDI 23 MARS 2010**

1. Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la désignation de magistrats admis à la retraite en tant que magistrats suppléants - Amendé par le Sénat, n° 270/005.

- Rapporteur : M. Olivier Hamal.
- La commission propose d'apporter des corrections légistiques techniques.
- Le projet de loi, ainsi corrigé, est adopté par 10 voix contre une et une abstention.

2. Projet de loi modifiant la loi du 1er mars 2000 créant un Institut des juristes d'entreprise, n° 2467/1.

- Rapporteur : M. Eric Libert.
- Un amendement a été introduit par M. Verherstraeten.
- L'amendement n° 1 a été adopté.
- Le projet de loi, ainsi modifié, a été adopté par 11 voix et une abstention.

3. Avis de subsidiarité sur une proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et l'Australie sur le traitement et le transfert de données des dossiers passagers (données PNR) provenant de l'Union européenne par les transporteurs aériens au service des douanes australien COM(2009)0701. (Continuation). (Rapporteur : M. Renaat Landuyt).

- La commission a pris acte des notes distribuées en réponse aux points de discussion.
- Les propositions de conclusion ne donnent pas lieu à des observations.

4. Avis de subsidiarité sur une proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique sur le traitement et le transfert de données des dossiers passagers (données PNR) par les transporteurs aériens au ministère américain de la sécurité intérieure (DHS) (accord PNR 2007) COM(2009)0702. (Continuation). (Rapporteur : M. Renaat Landuyt).



- La commission a pris acte des notes distribués en réponse aux points de discussion.
- Les propositions de conclusion ne donnent pas lieu à des observations.

5. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “l’organisation par le Selor d’un examen de niveau C pour l’ensemble des SPF” (n° 20205).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Question de Mme Zoé Genot au ministre de la Justice sur “le service des Tutelles et mineurs non accompagnés (MENA) demandeurs et non demandeurs” (n° 20222).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Justice sur “une thérapie pour délinquants sexuels” (n° 20304).
- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “une thérapie pour délinquants sexuels” (n° 20557).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “la fixation de la date du procès lors de l’établissement d’un procès-verbal” (n° 20316).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “l’appel du président de la Chambre” (n° 20321).
- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “l’appel du président de la Chambre concernant le blocage des projets de réforme pour la justice” (n° 20393).
- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “l’appel du Conseil supérieur de la Justice” (n° 20857).
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “l’état des lieux en matière de réforme de la justice” (n° 20857).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “la circulaire concernant la réglementation sur les armes” (n° 20367).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de M. Michel Doomst au ministre de la Justice sur “les mineurs étrangers non accompagnés” (n° 20377).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au ministre de la Justice sur “le transfèrement des détenus” (n° 20379).



- Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “l’analyse des risques d’évasion lors du transfert de détenus de la prison au palais de justice” (n° 20760).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Question de M. Michel Doomst au ministre de la Justice sur “le registre national comme intermédiaire entre l’Office des étrangers et la justice” (n° 20380).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur “l’analyse statistique des délits pour lesquels il est recouru dans le plupart des cas aux règlements transactionnels” (n° 20383).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur “le traitement judiciaire de l’excision” (n° 20385).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “l’état d’avancement de l’enquête sur le meurtre de l’exploitant d’un commerce de carpes koi connu dans le milieu de la drogue” (n° 20391).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Questions jointes :

Question de M. Christian Brotcorne au ministre de la Justice sur “les huissiers audienciers” (n° 20421).

Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la circulaire 154” (n° 20632).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Question de Mme Katrien Partyka au ministre de la Justice sur “la recherche des véhicules non assurés” (n° 20427).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Question de M. Kristof Waterschoot au ministre de la Justice sur “les conséquences juridiques du paiement de rançons aux pirates” (n° 20482).

- Le ministre de la Justice a répondu.

20. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “les systèmes de détection et de brouillage des GSM dans les prisons” (n° 20487).

- Le ministre de la Justice a répondu.



21. Question de M. Luc Gustin au ministre de la Justice sur “l'évolution du projet de réforme visant à la fusion des arrondissements judiciaires de Huy et de Verviers” (n° 20492).

- Le ministre de la Justice a répondu.

22. Questions jointes :

- Question de Mme Annick Ponthier au ministre de la Justice sur “la détention d'armes et les poursuites menées par la Justice” (n° 20619).

- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Justice sur “l'incident du dimanche 14 mars lors duquel un homme a tué son fils et un inspecteur de police” (n° 20749).

- Le ministre de la Justice a répondu.

23. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “le projet de déménagement des chambres du conseil du tribunal de première instance de Bruxelles” (n° 20556).

- Le ministre de la Justice a répondu.

24. Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur “les soupçons de manipulation du cours de l'action de la BNB” (n° 20609).

- Le ministre de la Justice a répondu.

25. Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur “l'assistance obligatoire d'un avocat lors de la première audition” (n° 20614).

- Le ministre de la Justice a répondu.

26. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “l'étude sur l'incarcération trop longue de jeunes délinquants” (n° 20625).

- Le ministre de la Justice a répondu.

27. Question de M. Guy Milcamps au ministre de la Justice sur “les fouilles systématiques dont font l'objet les détenus avant et après les visites” (n° 20636).

- Le ministre de la Justice a répondu.

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

1. Projet de loi modifiant le Code judiciaire, relatif au huis clos en matière familiale, n°s 2380/1 à 7. (Rapporteur : Mme Els De Rammelaere).

Amendements de Mme Lahaye-Battheu, M. Terwingen et consorts et M. Libert et consorts.
Deuxième lecture, art. 83 Rgt.

- M. Libert a déposé un amendement.

- Mme Van Cauter a exposé ses amendements n° 27 à 29.

- La commission a souscrit aux remarques purement légistiques du service juridique.

2. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “d'éventuelles initiatives légales relatives au problème des enfants nés sans vie” (n° 20455).



- Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le projet annoncé relatif à l'enregistrement des enfants nés sans vie" (n° 20918).

- Le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Els De Rammelaere au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le rapt parental international" (n° 20699).

- Question de Mme Els De Rammelaere au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le traitement de dossiers de rapt parental international" (n° 20700).

- Le secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

5. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les enquêtes judiciaires à propos des intérêts notionnels" (n° 20546).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

6. Question de Mme Katrin Jadin au ministre de la Justice sur "les tournois de poker illégaux" (n° 20684).

- Le secrétaire d'Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'Etat, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

Prochaine réunion : mardi 30 mars 2010.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers

➤ **MARDI 23 MARS 2010**

1. Proposition de résolution (David Clarinval, Katrin Jadin, Denis Ducarme, Daniel Bacquelaine, Jacqueline Galant, Jean-Jacques Flahaux, Olivier Hamal, Carine Lecomte) relative à l'attractivité de la médecine générale en particulier en zone rurale, n° 1546/1 à 3.

Amendements de Mme Gerkens et consorts, M. Goutry et consorts, M. Otlet et consorts, Mme Fonck et Mme Lambert et consorts.

(Continuation). (Rapporteur : M. Jacques Otlet).



- La discussion a été clôturée.
- Les amendements n°s 37 et 38 ont été adoptés.
- La proposition de résolution, ainsi amendé, est adopté à l'unanimité.

2. Proposition de loi (Maggie De Block, Katia della Faille de Leverghem) réglementant les techniques d'épilation au laser ou à la lumière pour des raisons purement esthétiques, n° 2024/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Catherine Fonck).

- Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a été décidé.

3. Proposition de loi (Thierry Giet, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Yvan Mayeur) visant à encadrer et à réglementer la pratique de la chirurgie et de la médecine esthétique, n° 2145/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Katia della Faille de Leverghem).

- Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a été décidé.

4. Proposition de loi (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Muriel Gerken, Meyrem Almaci) visant à interdire la vente des acides gras trans, n° 2113/1. (Continuation) (Rapporteur : Mme Lieve Van Daele)

- Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a été décidé.

5. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de Santé publique (art. 1 à 4 et 15 à 18), n° 2486/1.

- Rapporteur : M. Jean-Jacques Flahaux.

- Exposé introductif par la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale.

- La discussion a été entamée.

- Sept amendements ont été déposés par Mme Marie-Claire Lambert et consorts.

- Un huitième amendement a été déposé par M. Luc Goutry et consorts.

6. Question de M. Flor Van Noppen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le transport des équidés" (n° 20283).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le dossier médical" (n° 20334).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la consommation croissante d'antidépresseurs" (n° 20349).



- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "l'accueil d'enfants de Gaza" (n° 20298).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

10. Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la revalorisation du statut de médecin conseil" (n° 20500).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

11. Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la pédopsychiatrie" (n° 20501).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

12. Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le remboursement de la Mésalazine en cas de maladie inflammatoire chronique" (n° 20502).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

13. Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le site web dédié au aidants proches d'un patient dément" (n° 20531).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la consommation accrue de Rilatine" (n° 20532).

- Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la table ronde sur la consommation de médicaments" (n° 20735).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.



15. Question de Mme Françoise Colinia à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le Mobetron, appareil de radiothérapie mobile utilisé dans le traitement du cancer du sein" (n° 20657).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

16. Question de Mme Hilâl Yalçın à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'organisation de services de garde par les médecins généralistes" (n° 20668).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

17. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "certains aspects du Plan National Nutrition Santé" (n° 20688).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

18. Question de Mme Marie-Martine Schyns à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les moyens de contraception remboursés pour les moins de 21 ans" (n° 20698).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la boisson énergisante 'Cocaïne'" (n° 20708).

- Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "une boisson énergisante 'Cocaine' en vente en Belgique" (n° 20744).

- Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la vente de boissons énergisante ou simplement rafraîchissantes dont le nom ou la composition font référence à des substances prohibées" (n° 20797).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

20. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les encodages superflus dans le secteur des soins" (n° 20709).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.



21. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'augmentation exponentielle de la consommation de drogues dures chez les jeunes" (n° 20714).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

22. Question de M. François-Xavier de Donnea à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les démêlés de la ministre avec la ville de Bruxelles concernant la rénovation et l'entretien du Bois de la Cambre" (n° 20730).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

1. Le programme de réduction des pesticides et des biocides : état des lieux.

- Audition de M. Vincent Van Bol, coordinateur;
- Echange de vues.

- Rapporteur : madame Katia della Faille de Leverghem.

- Un échange de vues a eu lieu.

2. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'absence d'objectivité scientifique au sein de l'Autorité européenne de sécurité des aliments" (n° 19570).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la pomme de terre génétiquement modifiée 'Amflora'" (n° 20179).

- Question de M. Philippe Blanchart à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'autorisation de culture de la pomme de terre transgénique 'Amflora' de BASF" (n° 20280).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

4. Question de M. Josy Arens à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les conflits de compétence et la mission du laboratoire de l'AFSCA" (n° 20433).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.



5. Question de M. Philippe Blanchart à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'étude d'incidence de l'utilisation massive des dés herbants" (n° 20444).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Flor Van Noppen à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la proposition de l'AFSCA de faire vacciner le personnel employé dans certains commerces contre l'hépatite A" (n° 20661).

- Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la sécurité alimentaire et, notamment, la vaccination contre l'hépatite A du personnel employé dans les commerces" (n° 20775).

- Question de Mme Nathalie Muylle à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les plans de vaccination pour le personnel employé dans certains commerces" (n° 20891).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

7. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'hygiène dans les cuisines scolaires" (n° 20776).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

8. Question de M. Josy Arens à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les dispositions prises par l'AFSCA relatives à la fièvre Q" (n° 20842).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Prochaine réunion : mardi 30 mars 2010.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 23 MARS 2010**

1. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "l'évolution des recettes de la Région de Bruxelles-Capitale" (n° 20004).

- Le vice-premier ministre et ministre du Budget a répondu.



2. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "l'évolution des dépenses sociales en Belgique" (n° 20318).

- Le vice-premier ministre et ministre du Budget a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "le contrôle budgétaire" (n° 20848).

- Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "le résultat du contrôle budgétaire" (n° 20858).

- Question de Mme Muriel Gerken au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "l'ajustement budgétaire" (n° 20859).

- Le vice-premier ministre et ministre du Budget a répondu.

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

Projet de loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ainsi que la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, et portant des dispositions diverses, n°s 2408/1 à 5.
(Amendements renvoyés à la commission par la séance plénière du mercredi 24 mars 2010).

- M. Yvan Mayeur a été désigné comme rapporteur.

- Les amendements n°s 20 et 21 à l'article 22, ainsi que l'article 22, tel qu'il a été amendé, ont été successivement adoptés par 10 voix contre 5.

- L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été amendé, est adopté par le même vote.

Prochaine réunion : mercredi 31 mars 2010.

Groupe de travail "Professions cliniques"

GROUPE DE TRAVAIL EN VUE DE RÉGLEMENTER L'EXERCICE DE LA PSYCHOLOGIE CLINIQUE, LA SEXOLOGIE CLINIQUE, L'ORTHOPÉDAGOGIE CLINIQUE ET EN VUE DE RÉGLEMENTER LE TITRE PROFESSIONNEL PARTICULIER DE PSYCHOTHÉRAPEUTE

Président : M. Luc Goutry

➤ **MARDI 23 MARS 2010**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Yvan Mayeur, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Jean Cornil) modifiant, en ce qui concerne l'exercice des professions de la santé mentale, l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, n° 1126/1.

- Proposition de loi (Luc Goutry, Nathalie Muylle, Lieve Van Daele, Georges Dallemagne, Sonja Becq) modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en vue de la réglementation de l'exercice de la psychologie clinique, de la sexologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, n° 1357/1 et 2.

- Proposition de loi (Yolande Avontroodt, Katia della Faille de Leverghem, Hilde Vautmans) modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en ce qui concerne l'exercice de la psychothérapie, n° 1604/1.



(Continuation). (Rapporteur : Mme Marie-Claire Lambert).
Poursuite de la discussion de la sexologie clinique.

- La discussion de la sexologie clinique a été poursuivie et clôturée.

Questions scientifiques et technologiques

COMITÉ D'AVIS POUR LES QUESTIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Président : Mme Yolande Avontroodt

➤ **MARDI 23 MARS 2010**

Discussion d'un texte martyr de la présidente sur la pharmacogénomique et la médecine personnalisée. (Continuation).

- Ont fait des observations : MM. Goyvaerts, Verhaeghen et Clarinval et Mmes Wiaux et Avontroodt.

Sous-comm. "Sécurité nucléaire"

SOUS-COMMISSION DE LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE

Président : Mme Katrien Partyka

➤ **MARDI 23 MARS 2010**

Institut national des Radioéléments (IRE) : ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a été décidé.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. André Frédéric

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

1. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la simplification de la procédure d'inscription des nouveau-nés" (n° 20375).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

2. Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys à la ministre de l'Intérieur sur "le financement des zones excédentaires" (n° 20592).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.



3. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "l'aide médicale urgente" (n° 20649).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

4. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "les rapports d'intervention des pompiers" (n° 20650).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

5. Question de M. Luc Peetermans à la ministre de l'Intérieur sur "le vote automatisé" (n° 20712).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

6. Question de M. Mark Verhaegen à la ministre de l'Intérieur sur "une comparaison internationale annoncée des effectifs de la police" (n° 20718).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

7. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "le personnel dans les services d'incendie" (n° 20737).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

8. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "le vote électronique" (n° 20778).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

9. Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "l'octroi de jours de congé supplémentaires lors de l'arrestation de cambrioleurs" (n° 20788).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "le contrôle budgétaire du printemps et les moyens alloués à la sécurité" (n° 20840).

- Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur sur "la réforme des services d'urgence et la clé de répartition du budget fédéral" (n° 20850).

- Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "les fonds budgétaires dégagés en faveur de la police et des pompiers dans le cadre de l'ajustement budgétaire" (n° 20871).

- Question de M. Roland Defreyne à la ministre de l'Intérieur sur "le contrôle budgétaire" (n° 20878).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "des appels alarme incendie" (n° 20897).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.



12. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la collaboration entre les services chargés de l'accueil (Fedasil) et l'Office des Étrangers" (n° 20040).

- Question de Mme Sofie Staelraeve au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le protocole de collaboration entre Fedasil et l'Office des Étrangers" (n° 20834).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

13. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'évaluation des procédures d'accueil des mineurs non accompagnés (MENA)" (n° 20041).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

14. Question de Mme Leen Dierick à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la possibilité pour les demandeurs d'asile d'obtenir un permis de travail et les conséquences pour la politique gouvernementale en matière d'asile" (n° 20200).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

15. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le droit de retour des étrangers" (n° 20221).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

16. Question de Mme Leen Dierick au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les familles en centres fermés" (n° 20251).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

17. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'impunité pour une personne en séjour illégal" (n° 20284).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

18. Question de Mme Leen Dierick au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la campagne de régularisation unique" (n° 20480).



- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

19. Question de M. Guy Milcamps au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les mesures à prendre afin de mettre fin aux astreintes journalières infligées à l'État belge dans le cadre de l'accueil des demandeurs d'asile" (n° 20516).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

20. Question de M. Xavier Baeselen au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les moyens mis actuellement par la Belgique à disposition de Frontex" (n° 20695).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 31 mars 2010.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Ludwig Vandenhove

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

1. Questions jointes :

- Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys au ministre de la Défense sur "le déménagement de l'unité du génie de Jambes à Amay" (n° 20547).

- Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys au ministre de la Défense sur "la suppression des antennes médicales de la caserne de Jambes" (n° 20548).

- Le ministre de la Défense a répondu.

2. Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur "le rôle éducationnel du département de la Défense" (n° 20617).

- Le ministre de la Défense a répondu.

3. Question de Mme Ingrid Claes au ministre de la Défense sur "l'inspection du travail" (n° 20654).

- Le ministre de la Défense a répondu.

4. Question de Mme Katrin Jadin au ministre de la Défense sur "la coopération militaire belgo-congolaise" (n° 20680).



- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur “le programme d'équipement B.E.S.T. de l'armée belge” (n° 20713).

- Le ministre de la Défense a répondu.

6. Question de M. Guy Milcamps au ministre de la Défense sur “le stockage de matériel et d'équipements destinés à des missions civiles d'aide humanitaire” (n°s 20724 et 20808).

- Le ministre de la Défense a répondu.

7. Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur “les accidents avec les nouveaux véhicules médianes” (n° 20795).

- Le ministre de la Défense a répondu.

8. Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “le retrait de troupes de la MONUC” (n° 20845).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Prochaine réunion : lundi 29 mars 2010.

Droit de la famille

SOUS-COMMISSION “DROIT DE LA FAMILLE”

Président : Mme Clotilde Nyssens

➤ **MERCREDI 24 MARS 2010**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Fouad Lahssaini, Stefaan Van Hecke, Juliette Boulet, Tinne Van der Straeten, Zoé Genot, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Wouter De Vriendt, Meyrem Almaci) modifiant les dispositions du Code civil relatives à la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental, n° 318/1.

- Proposition de loi (Thierry Giet, André Frédéric, Yvan Mayeur) modifiant le Code civil et la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques afin d'accroître la publicité de la décision portant désignation d'un administrateur provisoire, n° 716/1.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter) modifiant la législation en ce qui concerne l'interdiction judiciaire et l'assistance d'un conseil judiciaire, n° 879/1.

- Proposition de loi (Luc Goutry, Sarah Smeyers, Thierry Giet, Marie-Christine Marghem, Sabien Lahaye-Battheu, Clotilde Nyssens) modifiant la législation relative aux statuts d'incapacité en vue d'instaurer un statut global, n°s 1356/1 et 2.

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Stefaan Van Hecke) instaurant un régime global d'administration provisoire des biens et des personnes, n° 1792/1.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Olivier Hamal) modifiant le Code civil en vue de permettre aux déséquilibrés mentaux placés sous administration provisoire de tester moyennant l'autorisation du juge de paix, n°s 1880/1 et 2.



(Rapporteurs : Mme Valérie Déom et M. Raf Terwingen).

Audition avec des représentants de l'Union royale des juges de paix et de police :

- M. Bert Janssens, président de l'Union royale des juges de paix et de police;
- M. Vincent Bertouille, juge de paix à Forest;
- M. François-Joseph Warlet, juge de paix à Seneffe.

- Exposés par les invités.
- Echange de vues avec les membres.

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Marie-Christine Marghem, Carina Van Cauter, Josy Arens) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle et la tentative de conciliation en cas de divorce, n°s 1511/1 à 8.

Amendements de Mmes Nyssens, Lahaye-Battheu et Marghem et de M. Terwingen.

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Sonja Becq, Mia De Schamphelaere) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle en cas de divorce, n° 1716/1.

(Clôture). (Rapporteur : Mme Valérie Déom).

- La discussion est clôturée.
- Les textes seront renvoyés à la commission de la Justice.

3. Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a été décidé.

Prochaine réunion : mercredi 21 avril 2010.

Concertation parlementaire

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : MM. Patrick Dewael et Armand De Decker (S)

➤ JEUDI 25 MARS 2010

1. Projet de loi modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, n° 52-2468/1. - Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 10 jours et le délai d'examen est fixé à 35 jours.

2. Projet de loi modifiant l'article 308, § 3, du Code des impôts sur les revenus 1992, n° 52-2475/1. - Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.



3. Projet de loi modifiant le Code civil afin de moderniser le fonctionnement des copropriétés et d'accroître la transparence de leur gestion, n° 4-1409/1-6. - Demande de prolongation du délai d'examen (application des articles 2, 2°, et 12, § 1er, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'examen est prolongé de 20 jours.

4. Suspension des délais (application de l'article 10, § 1er, 3°, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Les délais sont suspendus du 3 avril au 18 avril 2010.

5. Projet de loi complétant la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, en vue d'assurer davantage sa publicité, n° 4-509/1-6. Fixation du délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer (application des articles 2, 4°, et 12, § 3, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai dans lequel la Chambre doit se prononcer est fixé à 60 jours.

6. Projet de loi visant à rendre le volontariat accessible aux étrangers, n° 4-840/1-7. Fixation du délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer (application des articles 2, 4°, et 12, § 3, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai dans lequel la Chambre doit se prononcer est fixé à 60 jours.

Commission spéciale de suivi crise financière et bancaire

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION SPÉCIALE DE SUIVI CHARGÉE D'EXAMINER LA CRISE FINANCIÈRE ET BANCAIRE

Président : M. Joseph George

➤ **JEUDI 25 MARS 2010**

Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a été décidé.